

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Nos références : 61 / 2022 – 104

Alençon, le 21/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE EXTRACTION

Zone Industrielle de la Grippe
61400 MORTAGNE AU PERCHE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE EXTRACTION implanté Zone Industrielle de la Grippe 61400 MORTAGNE AU PERCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE EXTRACTION
- Zone Industrielle de la Grippe 61400 MORTAGNE AU PERCHE
- Code AIOT dans GUN : 0005306067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société COFINEX - Optimum Cement - FP Groupe est autorisée à exploiter une plateforme de transit et traitement de déchets minéraux non dangereux de type cendres, poussières et déchets de construction, sur la commune de Mortagne-au-Perche. Elle exploite également, de façon illicite, un autre site sur la commune de Boitron.

La liquidation judiciaire de la société COFINEX a été prononcée le 2 juin 2022. L'inspection réalisée sur le site de Mortagne-au-Perche le 7 décembre 2021 avait permis de constater que des modifications avaient été apportées aux installations. L'exploitant déclare notamment avoir arrêté la réception de déchets depuis décembre 2019, l'activité principale déclarée à l'inspection le jour de la visite étant le tri, transit, regroupement et traitement d'un résidu issu, d'après l'exploitant, du process industriel de l'usine Erasteel de Commentry France.

L'objectif de cette inspection est de dresser un point de situation de l'état du site et des stocks de déchets présents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation d'activité
- évacuation des déchets
- mise en sécurité du site au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1	Mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater que les terrains n'ont pas été mis en sécurité ni remis en état conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. En application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société Cofinex, représentée par le mandataire liquidateur, de se conformer à ces dispositions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats : Aucune notification de cessation d'activité n'a, à ce jour, été notifiée au préfet.

Lors de la visite, il a été constaté :

- que le terrain est fermé par une barrière et clôturé. La clôture ne s'avère toutefois que très peu dissuasive en certains endroits, en raison de sa faible hauteur ;
- la présence d'un stock important de big-bags non étiquetés, contenant des résidus issus, d'après l'exploitant, du process industriel de l'usine Erasteel de Commentry France (composé selon la fiche de données de sécurité de sulfate de sodium (>85%) et de calcium (15%)), estimée à environ 200 big-bags, ce qui correspond à un tonnage d'environ 100 tonnes (500 kg/big-bag). Ces déchets sont stockés sans protection ;
- la présence d'un stockage de déchets en vrac, estimée à 100 m³, couverte d'une bâche en plastique ;
- la présence d'équipements industriels et matériels divers ;
- un bâtiment, dont l'intérieur n'a pas pu être visité, qui contenait, en décembre 2021, une machine d'ensachage et divers big-bags, futs et palettes de matières diverses, dont le volume est estimé à environ 15 m³.

Les conditions de stockage des matières en extérieur et exposées aux intempéries sont de nature à présenter un risque de pollution des eaux de surface.

Par courriel du 20 juin 2022, l'exploitant confirme que les matières stockées sont des résidus venant de chez Eramet Erasteel. Sous la bâche verte se trouve un stock de résidus cristallisés. Suite à la visite du 7 décembre 2021, il précise qu'aucune variation de stocks n'a été réalisée.

En raison de l'accumulation de ces résidus, à la fois sur le site de Boitron depuis 2019 et sur le site de Mortagne-au-Perche, et de l'absence de filière de commercialisation, l'inspection des installations classées considère que ces résidus ont le statut de déchets.

Cette situation constitue un non-respect des dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, en ce qui concerne la mise en sécurité du site, qui précise :

« La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

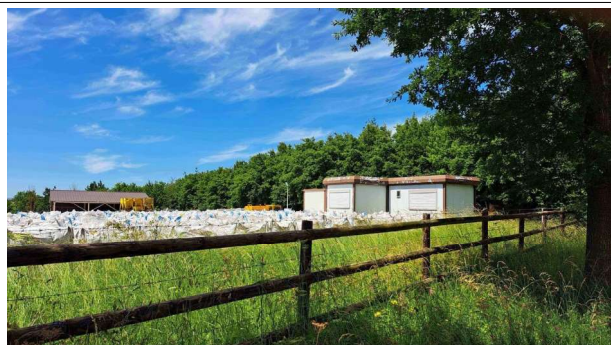
1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

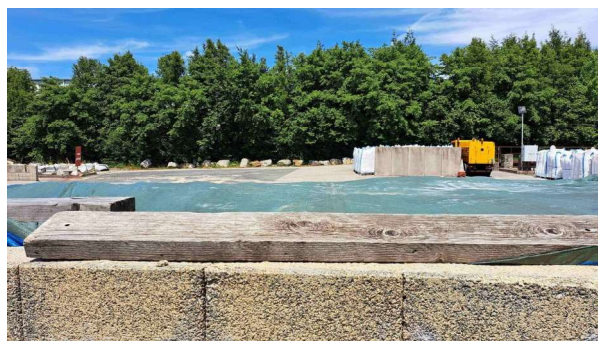
3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. »

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société COFINEX, représentée par son mandataire liquidateur, de respecter les dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à la cessation définitive d'activité.



Stock de big-bags contenant les résidus issus du process industriel de l'usine Erasteel de Commentry France



Sous la bâche verte, stock de résidus en vrac

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure